

## **MOISSONS NOUVELLES**

Association régie par la loi du 1<sup>er</sup> juillet 1901

---

### **Rapports du commissaire aux comptes**

Assemblée générale d'approbation des comptes

de l'exercice clos le 31 décembre 2025

## **ASSOCIATION MOISSONS NOUVELLES**

160, rue de Crimée

75019 PARIS

### RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

### ASSEMBLÉE GÉNÉRALE D'APPROBATION DES COMPTES DE L'EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2025

Aux membres de l'assemblée générale,

## **Opinion**

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association MOISSONS NOUVELLES relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

## **Fondement de l'opinion**

### *Référentiel d'audit*

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

### *Indépendance*

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1<sup>er</sup> janvier 2025 à la date d'émission de notre rapport.

## **Observation**

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note « 2.2 Méthodes comptables » de l'annexe qui expose notamment le changement de méthode comptable relatif à la première application des règlements ANC 2022-06 et 2023-03.

## **Justification des appréciations**

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R. 821-180 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice :

Nous nous sommes notamment assurés que les fonds dédiés et les provisions pour risques et charges, respectivement présentés aux paragraphes 4.9 et 4.10 de l'annexe, sont déterminés selon une approche constante. Sur la base des informations disponibles, notre appréciation des montants comptabilisés a principalement consisté à analyser le processus de détermination et à contrôler par sondages l'application des principes retenus.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

## **Vérifications spécifiques**

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport financier et de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés à l'assemblée générale.

## **Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels**

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

## **Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 821-55 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

**MOISSONS NOUVELLES**

*Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels. Exercice clos le 31 décembre 2025.*

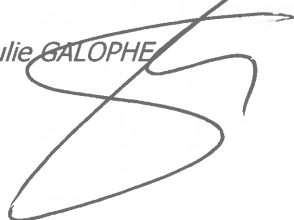
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

*Paris, le 15 avril 2026*

Le commissaire aux comptes

**F.-M. RICHARD & Associés**

*Julie GALOPHE*

A large, stylized handwritten signature in black ink, appearing to be 'J. GALOPPE', written over the printed name.

**BILAN**

<b>ACTIF</b>	<b>Exercice 2025</b>			<b>Exercice 2024</b>
	BRUT	Amort. Prov.	NET	NET
<b>Actif immobilisé</b>				
Immobilisations incorporelles	1 029 593 €	589 517 €	440 077 €	480 899 €
<b>Total des immobilisations incorporelles</b>	<b>1 029 593 €</b>	<b>589 517 €</b>	<b>440 077 €</b>	<b>480 899 €</b>
Terrains	1 476 866 €	155 319 €	1 321 546 €	1 316 373 €
Constructions	30 649 433 €	21 581 357 €	9 068 077 €	9 438 810 €
Agencements constructions	21 969 042 €	15 478 472 €	6 490 570 €	7 013 524 €
Matériels et outillage	4 248 953 €	3 746 042 €	502 910 €	515 510 €
Autres immobilisations corporelles	13 108 366 €	10 126 559 €	2 981 806 €	2 832 719 €
Immobilisations en cours	1 515 178 €	- €	1 515 178 €	1 268 785 €
<b>Total des immobilisations corporelles</b>	<b>72 967 837 €</b>	<b>51 087 749 €</b>	<b>21 880 088 €</b>	<b>22 385 721 €</b>
Immobilisations financières	1 186 750 €	- €	1 186 750 €	1 111 253 €
<b>Total immobilisations financières</b>	<b>1 186 750 €</b>	<b>- €</b>	<b>1 186 750 €</b>	<b>1 111 253 €</b>
<b>TOTAL IMMOBILISATIONS - TOTAL I</b>	<b>75 184 180 €</b>	<b>51 677 266 €</b>	<b>23 506 914 €</b>	<b>23 977 872 €</b>
<b>Actif circulant</b>				
Stocks			- €	- €
<b>TOTAL STOCKS</b>	<b>- €</b>		<b>- €</b>	<b>- €</b>
Fournisseurs	87 179 €		87 179 €	103 927 €
<b>TOTAL FOURNISSEURS</b>	<b>87 179 €</b>		<b>87 179 €</b>	<b>103 927 €</b>
Organismes payeurs cptes ratt.	2 841 221 €		2 841 221 €	2 352 289 €
<b>TOTAL CREANCES</b>	<b>2 841 221 €</b>	<b>- €</b>	<b>2 841 221 €</b>	<b>2 352 289 €</b>
Personnels et cptes rattachés	108 125 €		108 125 €	71 674 €
Organismes sociaux cptes ratt.	30 276 €		30 276 €	27 078 €
Etat collectivités cptes ratt.	2 165 460 €		2 165 460 €	2 077 782 €
Débiteurs divers	2 413 819 €	2 699 €	2 411 120 €	2 689 171 €
Charges constatées d'avance	243 668 €		243 668 €	211 347 €
<b>TOTAL AUTRES CREANCES</b>	<b>4 961 348 €</b>	<b>2 699 €</b>	<b>4 958 649 €</b>	<b>5 077 052 €</b>
<b>TOTAL VALEURS MOBILIERES DE PL.</b>			<b>- €</b>	<b>- €</b>
Banques et Comptes Courants Postaux	42 056 212 €		42 056 212 €	41 503 535 €
Caisses	140 955 €		140 955 €	95 714 €
<b>TOTAL DES DISPONIBILITES</b>	<b>42 197 167 €</b>	<b>- €</b>	<b>42 197 167 €</b>	<b>41 599 249 €</b>
<b>TOTAL ACTIF CIRCULANT - TOTAL II</b>	<b>50 086 915 €</b>	<b>2 699 €</b>	<b>50 084 216 €</b>	<b>49 132 518 €</b>
<b>TOTAL GÉNÉRAL (I + II)</b>	<b>125 271 095 €</b>	<b>51 679 965 €</b>	<b>73 591 130 €</b>	<b>73 110 390 €</b>

BILAN

PASSIF	Exercice 2025	Exercice 2024
<b>Fonds propres / Fonds associatifs</b>		
Fonds propres / associatifs sans droit de reprise	4 922 546 €	4 922 546 €
Fonds propres / associatifs avec droit de reprise	253 065 €	253 065 €
Ecart de réévaluation	433 263 €	433 263 €
<b>Autres fonds propres / associatifs</b>		
Excédents affectés à l'investissement	8 602 037 €	7 952 037 €
Réserves de trésorerie (affectation)	2 796 759 €	2 699 811 €
Réserves de compensation	7 430 772 €	6 886 736 €
Réserves pour projet	560 288 €	560 288 €
Autres réserves	22 445 €	22 445 €
<b>Total des réserves</b>	<b>19 412 301 €</b>	<b>18 121 318 €</b>
Report à nouveau déficitaire (gestion non contrôlée)	- 261 938 €	- 791 287 €
Dépenses non financées (congrés payés, retraite...)	- 3 767 796 €	- 2 776 965 €
Résultat sous contrôle de tiers financeurs	4 753 358 €	5 575 619 €
<b>Total des reports à nouveaux</b>	<b>723 625 €</b>	<b>2 007 367 €</b>
<b>Résultat de l'exercice (Excédent ou Déficit)</b>	<b>172 896 €</b>	<b>7 247 €</b>
<b>SITUATION NETTE (sous total)</b>	<b>25 917 696 €</b>	<b>25 744 806 €</b>
<b>Fonds propres consommables</b>		
Subventions d'investissement	4 369 541 €	4 538 882 €
Réserve de trésorerie	448 860 €	448 860 €
Provisions réglementées	1 241 113 €	1 236 135 €
<b>Total des provision réglementées</b>	<b>1 689 973 €</b>	<b>1 684 995 €</b>
<b>TOTAL DES FONDS ASSOCIATIFS - TOTAL I</b>	<b>31 977 211 €</b>	<b>31 968 683 €</b>
<b>TOTAL DES FONDS DEDIES - TOTAL II</b>	<b>1 688 786 €</b>	<b>1 843 693 €</b>
<b>TOTAL DES PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES - TOTAL III</b>	<b>3 321 859 €</b>	<b>3 614 296 €</b>
Emprunts et dettes assimilées	6 860 831 €	7 548 965 €
Autres dettes	106 374 €	122 623 €
Banques et Comptes Courants Postaux (découverts)	17 416 807 €	15 854 344 €
<b>Total des dettes financières</b>	<b>24 384 012 €</b>	<b>23 525 932 €</b>
Organismes payeurs comptes rattachés	271 236 €	376 693 €
<b>Total des organismes payeurs et comptes rattachés</b>	<b>271 236 €</b>	<b>376 693 €</b>
Fournisseurs	1 902 752 €	1 715 393 €
Personnels et cpts rattachés	4 329 154 €	4 083 239 €
Organismes sociaux cptes rattachés	2 989 681 €	3 358 096 €
Etat collectivités cptes rattachés	1 467 039 €	1 301 745 €
<b>Total des dettes d'exploitation</b>	<b>8 785 874 €</b>	<b>8 743 079 €</b>
Dettes sur immobilisations	173 746 €	277 492 €
Autres dettes	739 918 €	833 924 €
<b>Total des autres dettes</b>	<b>913 663 €</b>	<b>1 111 416 €</b>
Produits constatés d'avance	345 737 €	211 205 €
<b>TOTAL IV</b>	<b>36 603 274 €</b>	<b>35 683 718 €</b>
<b>TOTAL GÉNÉRAL</b>	<b>73 591 130 €</b>	<b>73 110 390 €</b>

COMPTE DE RESULTAT

	Exercice 2025	Exercice 2024
<b>PRODUITS D'EXPLOITATION</b>		
Cotisations	240 €	210 €
<b>Produits de tiers financeurs</b>		
Concours publics et subventions d'exploitation		
Prestations en dotation globale	49 248 228 €	48 849 695 €
Prix de Journées	23 926 848 €	19 623 674 €
Subventions d'exploitation	821 053 €	657 669 €
Autres subventions et participations	281 178 €	41 137 €
Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions	1 456 907 €	489 814 €
Utilisation des fonds dédiés	186 043 €	228 654 €
Autres produits		
Produits des activités annexes	275 981 €	226 070 €
Remboursements de frais	24 976 €	621 592 €
Autres produits de gestion courante	615 208 €	16 312 €
<b>TOTAL I</b>	<b>76 836 663 €</b>	<b>70 754 826 €</b>
<b>CHARGES D'EXPLOITATION</b>		
Autres achats et charges externes		
Consommations	6 447 455 €	5 934 498 €
Services extérieurs	6 550 071 €	5 558 740 €
Autres services extérieurs	4 543 976 €	4 631 998 €
Impôts, taxes et versements assimilés	4 980 320 €	4 637 611 €
Salaires et traitements	35 805 372 €	33 222 408 €
Cotisations sociales	13 108 272 €	12 380 342 €
Autres charges de personnel	713 452 €	637 507 €
Dotations aux amortissements et provisions	4 338 490 €	4 076 906 €
Reports en fonds dédiés	83 943 €	374 373 €
Autres charges	452 539 €	263 207 €
<b>TOTAL II</b>	<b>77 023 891 €</b>	<b>71 717 589 €</b>
<b>RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)</b>	<b>- 187 228 €</b>	<b>- 962 763 €</b>
Produits financiers	370 922 €	403 915 €
Charges financières	191 962 €	222 198 €
<b>RESULTAT FINANCIER</b>	<b>178 959 €</b>	<b>181 717 €</b>
Produits exceptionnels	267 767 €	1 031 118 €
Charges exceptionnelles	86 602 €	242 825 €
<b>RESULTAT EXCEPTIONNEL</b>	<b>181 165 €</b>	<b>788 293 €</b>
TOTAL DES PRODUITS	77 475 350,99 €	72 189 858,89 €
TOTAL DES CHARGES	77 302 454,68 €	72 182 612,28 €
<b>DEFICIT / EXCEDENT</b>	<b>172 896 €</b>	<b>7 247 €</b>



**ASSOCIATION  
MOISSONS NOUVELLES**

**ANNEXE  
EXERCICE 2025**

MOISSONS NOUVELLES, comptes 2025

## **COMPTES ANNUELS**

### **ANNEXE aux états financiers de l'exercice clos le 31 décembre 2025**

La présente annexe fait partie intégrante des états financiers de l'Association Moissons Nouvelles pour l'exercice ouvert du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre 2025.

#### **PRESENTATION DE L'ASSOCIATION**

##### **I – FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE**

- 1.1 Frais de siège de l'Association Moissons Nouvelles
- 1.2 Etablissement des comptes
- 1.3 Evénements postérieurs à la clôture

##### **II – PRINCIPES, REGLES ET METHODES COMPTABLES**

- 2.1 Organisation comptable
- 2.2 Méthodes comptables
- 2.3 Méthode de présentation
- 2.4 Immobilisations

##### **III - DETERMINATION DU RESULTAT**

- 3.1 Formation du résultat
- 3.2 Résultats des établissements sous gestion contrôlée
- 3.3 Résultat de la gestion propre
- 3.4 Frais de siège
- 3.5 Résultats par établissement et service

##### **IV - NOTES SUR LE BILAN**

- 4.1 Immobilisations et amortissements
- 4.2 Immobilisations financières
- 4.3 Organismes payeurs
- 4.4 Trésorerie
- 4.5 Fonds propres
- 4.6 Précision sur les fonds propres
- 4.7 Subventions d'investissements
- 4.8 Provisions règlementées
- 4.9 Fonds dédiés
- 4.10 Provisions pour risques et charges
- 4.11 Emprunts et dettes assimilées

##### **V - NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT**

- 5.1 Dotations aux amortissements et provisions
- 5.2 Honoraires du Commissaire Aux Comptes
- 5.3 Prestations
- 5.4 Subventions d'exploitation

##### **VI - AUTRES INFORMATIONS**

- 6.1 Activité, produits
- 6.2 Effectifs, régime social et fiscal
- 6.3 Contribution volontaires en nature
- 6.4 Loi sur le volontariat associatif
- 6.5 Engagements hors bilan

## **PRESENTATION DE L'ASSOCIATION**

Moissons Nouvelles est une association sans but lucratif régie par la loi de 1901, dont l'objet est d'aider les enfants, les adolescents, les jeunes adultes et les familles, démunis, isolés, en difficulté d'adaptation ou d'insertion à se construire et à trouver leur place dans la société. Afin d'accomplir cette mission d'utilité sociale et d'intérêt général, l'association est présente dans les secteurs de la protection de l'enfance, du handicap et de l'insertion.

### **I – FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE**

Depuis 2021 les établissements évoluent dans un contexte économique inflationniste et sont confrontés à des difficultés pour recruter et stabiliser le personnel éducatif. D'autre part, les moyens contraints de certains de nos financeurs limitent l'augmentation des budgets de fonctionnement. Ainsi, des établissements sont en difficultés pour respecter leur enveloppe budgétaire et réaliser leur activité, notamment les MECS dont les résultats sont majoritairement déficitaires cette année encore, mais avec une tendance à l'amélioration et une évolution favorable de 33 % par rapport à l'exercice précédent.

En termes de développement, la capacité de dispositifs existants a augmenté ; par ailleurs, de nouveaux services ont été ouverts par extension d'activité ou par candidature à des appels à projets. Le développement concerne uniquement le secteur de la protection de l'enfance, et plus particulièrement les services de Mineurs Non Accompagnés (MNA), de semi-autonomie et d'autonomie, et les services de milieu ouvert.

Ainsi l'effectif de Moissons Nouvelles est passé de 2027 à 2176 mesures entre 2024 et 2025.

#### **1.1. Frais de siège de l'Association Moissons Nouvelles**

Pour la période de 2023 à 2027, l'autorisation a été accordée sur la base d'un prélèvement de frais de siège équivalent à 2,70 % des charges N-2 (hors frais de siège).

Les frais de siège sont facturés aux établissements et aux services en référence au budget du siège. Ils correspondent à l'ensemble des prestations réalisées par le siège aussi bien sur le plan juridique, managérial, économique, éducatif et social.

Le développement progressif a permis au siège de renforcer ses moyens pour accompagner au mieux les pôles et faire face aux évolutions législatives et réglementaires.

#### **1.2. Etablissement des comptes**

Les comptes de l'exercice 2025 ont été établis selon le même calendrier que les années précédentes : l'ensemble des données financières et indicateurs, qu'il s'agisse des situations intermédiaires, du bilan ou des budgets a été réalisé et transmis aux instances dans le respect du formalisme.

### 1.3. Evénements postérieurs à la clôture

La capacité de certains dispositifs de la protection de l'enfance a augmenté en début d'année 2026 : Ces projets étaient en cours de finalisation en 2025 ; la montée en charge a démarré en 2026.

## II – PRINCIPES, REGLES ET METHODES COMPTABLES

### 2.1. Organisation comptable

Les comptes de l'exercice 2025 regroupent l'activité de l'Association Moissons Nouvelles exercée dans les établissements et services. L'Association est la seule entité juridique possédant la personnalité morale et la capacité de gérer les établissements rattachés.

La tenue de comptabilité de l'Association est décentralisée dans les établissements. La comptabilité de l'Association est subdivisée en « dossiers comptables » correspondant chacun à une structure médico-sociale (ITEP, SESSAD, MECS, CAFS, CHRS...).

Un établissement correspond à une entité développant éventuellement plusieurs offres de services, le service comptable de l'établissement tient alors autant de comptabilités distinctes qu'il existe d'offres de services sur le site.

Chacun des 39 établissements (dont le siège social), représentant 54 services gérés par l'Association, élabore un bilan et un compte de résultat. L'ensemble de ces données cumulées, après neutralisation des opérations internes, donne le bilan et le compte de résultat de l'Association.

Chaque dispositif fait l'objet du dépôt d'un cadre normalisé ou ERRD, et en amont du dépôt d'un budget prévisionnel ou d'un EPRD.

### 2.2. Méthodes comptables

Les comptes 2025 sont élaborés et présentés conformément aux principes comptables généraux du règlement ANC 2014-03 modifié par le règlement ANC 2022-06 du 4 novembre 2022 relatif à la modernisation des états financiers, au règlement ANC 2018-06 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif (modifié par le règlement ANC 2023-03) et au règlement ANC n° 2019-04 relatif aux activités sociales et médico-sociales.

L'article R.314-5 du Code de l'action sociale et des familles (C.A.S.F.) prévoit que la liste des comptes qui doivent être obligatoirement ouverts dans les établissements gérés par une personne morale de droit privé est fixée par arrêté, les comptes non prévus étant ouverts conformément au plan comptable général.

Le plan comptable applicable aux « établissements et services privés sociaux et médico-sociaux (ESMS) relevant du I de l'article L. 312-1 du C.A.S.F. » pour les comptes clos au 31/12/2025 est celui mis à jour par l'arrêté du 27 décembre 2024.

La première application des règlements **ANC n°2022-06 et 2023-03** constitue un changement de méthode comptable qui s'impose à l'association MOISSONS NOUVELLES.

L'application du changement est prospective à compter du 1er janvier 2025 sans reprise des comptes comparatifs antérieurs ni sur les valeurs d'ouverture au 1er janvier 2025. Les états financiers de l'exercice 2025 sont présentés selon les nouvelles dispositions de ces règlements. Le bilan et le compte de résultat de l'exercice précédent ne sont pas modifiés.

Les principales modifications portent sur :

- (i) la définition du résultat exceptionnel, désormais limitée aux seuls produits et charges directement liés à des événements majeurs et inhabituels (les opérations courantes étant enregistrées en résultat d'exploitation et financier),
- (ii) la suppression de la technique des transferts de charges,
- (iii) l'adoption de nouveaux modèles de bilan et de comptes résultat impliquant quelques reclassements de postes.

Il en résulte principalement les reclassements suivants :

- A l'actif du bilan, les charges constatées d'avance figurent désormais dans le poste des créances de l'actif circulant,
- Au compte de résultat :
  - La quote-part des subventions d'investissement (92 K€), qui figurait en 2024 en produits exceptionnels, est inscrite dans les produits d'exploitation,
  - Les produits des cessions d'immobilisation (115 K€), qui figuraient en 2024 en produits exceptionnels, sont classés dans les produits d'exploitation,
  - La valeur comptable des immobilisations financières cédées (18 K€), qui figurait en 2024 en charges exceptionnelles, est inscrite dans les charges d'exploitation.

### 2.3. Méthode de présentation des congés payés

Compte tenu de l'avis du CNC du 4 mai 2007, la dette pour provision pour congés annuels est comptabilisée au niveau des comptes des établissements. La dette initiale, au 1<sup>er</sup> Janvier 2007, est ainsi comptabilisée au compte « congés payés non financés », en moins des fonds propres de l'établissement. La contrepartie est comptabilisée en dettes au passif (personnels, charges sociales et fiscales). Seule la variation annuelle est comptabilisée en charges au compte 64.

### 2.4. Immobilisations

A compter de l'exercice 2005, l'Association a entrepris la mise en œuvre des règlements CRC 2004-06 du 23/11/2004 relatif à la définition, comptabilisation et évaluation des actifs et CRC 2002-10 du 12/12/2002 relatif à l'amortissement et à la dépréciation des actifs. L'Association a limité la mise en œuvre de la réforme des actifs à ses biens immobiliers. Les autres immobilisations (matériels, matériels de transport, mobiliers) ne relèvent pas de l'approche par composants.

Concernant le traitement des immobilisations, la démarche a été appliquée pour les bâtiments dont l'établissement est propriétaire, de la manière suivante :

La méthode prospective a été retenue. Les composants finaux et leurs caractéristiques ont été pris en considération selon la grille ci-après. La durée d'amortissement a été retenue en appliquant la durée de référence indiquée.

1. STRUCTURE ET OUVRAGES :

Structure du bâtiment, charpentes, couverture, terrassement, fondations, maçonnerie. Durée de 30 à 50 ans

2. SECOND ŒUVRE :

Contour de la structure étanchéité, ravalement, gros câblage, conduites, planchers. Durée de 10 à 20 ans

3. MENUISERIES EXTERIEURES :

Portes, fenêtres. Durée de 15 ans

4. INSTALLATIONS TECHNIQUES :

Ascenseur, climatisation, chauffage. Durée de 10 à 15 ans

5. AGENCEMENTS :

Décoration, enduit, peintures intérieures, et extérieures, moquette, éclairages, sanitaires, carrelages. Durée de 5 à 10 ans

La règle retenue pour identifier les composants a été effectuée à partir d'une analyse des factures. Dans le cas contraire, il a été fait application de la répartition des composants par pourcentage à partir de l'avis du CNC n° 2004-11 du 23 juin 2004 relatif aux organismes du logement social.

Les immobilisations sont inscrites au bilan pour leur valeur historique.

### III. DETERMINATION DU RESULTAT :

**3.1. Le résultat comptable de l'Association** est un excédent de 173 K€. Il se décompose en deux résultats de nature différente :

- Le **résultat des activités sous gestion contrôlée** des établissements et services est un excédent de 160 K€. Ce résultat fait l'objet d'une analyse de la part des autorités tarifaires en vue d'une imputation en tout ou partie (en N+2 en général) sur le budget de la ou des années suivantes notamment en réduction des charges, en réserve de compensation (cf. § 3.2 ci-après).

- Le **résultat de la gestion propre** est un excédent net de 13 K€. Il correspond au résultat de l'entité Association.

### 3.2. Résultats des établissements sous gestion contrôlée

En 2025, le résultat comptable sous gestion contrôlée consolidé fait apparaître un résultat comptable excédentaire de 160 K€. Après la reprise des résultats antérieurs d'un montant positif net de 540 K€ et la reprise de réserve de compensation de charges d'amortissement de 108 K€, la position devient excédentaire ; le résultat à imputer s'élève à 808 K€.

	Gestion contrôlée
Résultat comptable consolidé 2025	159 909 €
Reprise de résultats antérieurs	539 941 €
Reprise sur réserve de compensation de charges d'amortissement	108 625 €
Résultat 2025 consolidé à imputer	808 475 €

### 3.3. Résultat de la gestion propre

L'entité Association correspond à toutes les opérations liées à l'animation du projet associatif, aux réunions du Conseil d'Administration et à la gestion de la trésorerie globale. Le résultat de l'entité Association est un excédent de 12 987 €. A la différence du résultat sous contrôle de tiers financeurs, ces montants impactent directement les fonds propres de l'Association.

### 3.4. Les frais de siège

Le résultat du Siège, également sous gestion contrôlée, est excédentaire de 194 330 €. Les frais de siège sont financés par les différents budgets des établissements et services, en application du taux de 2,70 % des charges N-2 (hors frais de siège) des établissements et service de l'Association, conformément à la réglementation.

### 3.5. Résultats par établissement

Le résultat est détaillé par établissement et fait l'objet d'une affectation approuvée par l'Assemblée Générale.

Pôle	Etablissement	Résultat comptable	Reprise de résultats	Reprise rés. compensation	Résultat à imputer
PÔLE GRAND EST	DITEP (ITEP + SESSAD) de BOULAY	339 961			339 961
	<b>TOTAL ARS MOSELLE</b>	<b>339 961</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>339 961</b>
	MECS du pays de NABOR	-205 839			-205 839
	MECS de WOIPPY	-395 933			-395 933
	MECS de REMILLY	-273 343	240 626		-32 717
	MECS VIOTTI (Petite-Rosselle)	-2 889		20 000	17 111
	SERAD MOSELLE EST	28 145			28 145
	DISPOSITIF MOUSQUETON METZ	-5 269			-5 269
	DISPOSITIF MOUSQUETON MOSELLE EST	1 410			1 410
	SECTEUR PREVENTION SPECIALISEE (SPS)	4 354			4 354
	<b>TOTAL CD MOSELLE</b>	<b>-849 365</b>	<b>240 626</b>	<b>20 000</b>	<b>-588 739</b>
PÔLE GRAND OUEST	DITEP DE LA PAPOTIERE (Nantes)	111 277			111 277
	DITEP DE GESVRES (Treillières)	-45 960			-45 960
	<b>TOTAL ARS PAYS DE LOIRE</b>	<b>65 318</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>65 318</b>
	CNH-MECS	-106 334			-106 334
	CNH-SAPMN	36 855			36 855
	CNH-PEAD	-10 266			-10 266
	CNH-DAMNA	-36 549			-36 549
	<b>TOTAL CD CHARENTE</b>	<b>-116 295</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>-116 295</b>
	SAR	176 321			176 321
	<b>TOTAL ASE CHARENTE-MARITIME</b>	<b>176 321</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>176 321</b>
PÔLE PACA	DITEP SAINT-YVES (Aix-en-Provence)	376 306			376 306
	<b>TOTAL ARS BOUCHES DU RHONE</b>	<b>376 306</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>376 306</b>
	CHRS LAGARDE	-15 933			-15 933
	<b>TOTAL PREFECTURE VAR</b>	<b>-15 933</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>-15 933</b>
	MECS EQUINOXE - DAAP TOULON	-37 421	-37 182		-74 603
	MECS EQUINOXE - O'CALM	70 857			70 857
	MECS LES BOUGAINVILLIERS (FREJUS)	-13 904	-21 011		-34 915
	OPAL (HOTEL PARENTAL)	27 001	-5 000		22 001
	MECS LES CADES (SILLANS LA CASCADE)	107 878		700	108 578
	PEAD REGAIN (LES ARCS)	-30 414	95 955		65 541
	PEAD MEINADO	-163 455	456 881		293 426
	<b>TOTAL CD VAR</b>	<b>-39 457</b>	<b>489 643</b>	<b>700</b>	<b>450 886</b>

Suite du tableau page suivante -&gt;



Pôle	Etablissement	Résultat comptable	Reprise de résultats	Reprise rés. compensation	Résultat à imputer
PÔLE CENTRE - VAL DE LOIRE	MECS de CHATEAUROUX	-317 029	-8 052		-325 081
	SAJIA	-5 821			-5 821
	SAIP	-29 286	-4 645		-33 932
	SHAMNA	-83 000			-83 000
	<b>TOTAL CD INDRE</b>	<b>-435 136</b>	<b>-12 697</b>	<b>0</b>	<b>-447 833</b>
	SAEP	44 540			44 540
	ERPE	-15 394			-15 394
	<b>TOTAL CD LOIR-ET-CHER</b>	<b>29 146</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>29 146</b>
	ITEP de PELLEVOISIN	-7 969			-7 969
	SESSAD de PELLEVOISIN	158 312			158 312
	CAFS	-4 410			-4 410
	<b>TOTAL ARS CENTRE VAL DE LOIRE</b>	<b>145 932</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>145 932</b>
PÔLE NORMANDIE	MECS d'EVREUX	-465 726	-44 704	10 896	-499 534
	MOSP 2	-14 932			-14 932
	PMD 2	133 207			133 207
	MOSP 1	1 118			1 118
	<b>TOTAL CD EURE</b>	<b>-346 333</b>	<b>-44 704</b>	<b>10 896</b>	<b>-380 141</b>
	ITEP MN-JEAN DU PLESSIS	267 806			267 806
	<b>TOTAL ARS NORMANDIE</b>	<b>267 806</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>267 806</b>
	DAMNA CAEN	688 576			688 576
	<b>TOTAL CD CALVADOS</b>	<b>688 576</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>688 576</b>
	DAD 78 AEMO	35 575			35 575
	DAD 78 AEMOR	58 034			58 034
	DAD 78 AEMOI	-7 442			-7 442
	DAD 78 PAD	-67 719			-67 719
	DAD 78 AED	4 867			4 867
	<b>TOTAL CD YVELINES</b>	<b>23 316</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>23 316</b>
	DAMNA SAINT LO	471 063			471 063
	SAJM	-19 239			-19 239
	<b>TOTAL CD MANCHE</b>	<b>451 824</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>451 824</b>
	DAMNA de l'ORNE	-249 455,04			-249 455
	<b>TOTAL CD ORNE</b>	<b>-249 455,04</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>-249 455</b>
PÔLE PARIS - IDF	MECS de PARIS	-541 821	-137 975	77 029	-602 767
	SEMI-AUTONOMIE	13 577			13 577
	SAPMN	-18 709	5 049		-13 660
	<b>TOTAL DASES DE PARIS</b>	<b>-546 953</b>	<b>-132 926</b>	<b>77 029</b>	<b>-602 850</b>
SIEGE		<b>194 330</b>			<b>194 330</b>
ASSOCIATION		<b>12 987</b>			<b>12 987</b>
<b>TOTAL MOISSONS NOUVELLES</b>		<b>172 896</b>	<b>539 941</b>	<b>108 625</b>	<b>821 463</b>

Le résultat de 411 K€ correspond au résultat de la gestion contrôlée à imputer pour 398 K€ (cf. § 3.2) et à celui de la gestion propre pour 13 K€ (cf. § 3.3).

## IV – NOTES SUR LE BILAN

## 4.1. IMMOBILISATIONS : 22 320 K€

## Tableaux de variations des immobilisations (en K€)

N° compte	Libellé	Position 31/12/2024	Augmentations	Diminutions	Position 31/12/2025
20	Immobilisations incorporelles	989	75	35	1 029
211-212	Terrains	1 467	98	88	1 477
213 000	Constructions sur sol propre	49 132	1 456	565	50 023
214 000	Constructions sur sol autrui	2 856	225	486	2 595
215 000	Inst. tech, matériel et outillage	4 133	166	50	4 249
218 100	Agencements, installations	1 927	112	77	1 962
218 200	Matériel de transport	3 301	558	138	3 721
218 300	Matériel de bureau & inf.	197	13	2	208
218 310	Matériel de bureau	246	5	1	250
218 320	Matériel informatique	1 835	208	16	2 027
218 330	Mat. informatique pédagogique	113	10	-	123
218 400	Mobilier de bureau	4 480	206	47	4 639
218 800	Autres immobilisations corporelles	72	107	-	179
23 000	Immobilisations en cours	1 268	818	571	1 515
<b>Total immobilisations corporelles</b>		<b>71 026</b>	<b>3 982</b>	<b>2 041</b>	<b>72 968</b>
<b>Total des immobilisations corporelles &amp; incorporelles</b>		<b>72 015</b>	<b>4 057</b>	<b>2 076</b>	<b>73 997</b>

La valeur des immobilisations brutes a augmenté avec les nouvelles activités du périmètre, les travaux de rénovations entamés et le renouvellement des immobilisations au sein des établissements.

## Tableaux des amortissements (en K€)

N° compte	Libellé	Position 31/12/2024	Dotations	Reprises	Position 31/12/2025
280	Amortissements des immo. incorporelles	508	116	35	589
2811 et 2	Terrains (1) et agencements	150	5	-	155
2813-2814	Constructions	35 536	2 340	816	37 060
2815	Installations, matériel et outillage techniques	3 618	176	48	3 746
2818...	Autres immo corporelles	9 336	1 054	263	10 127
<b>Total des amortissements des immo. corporelles</b>		<b>48 640</b>	<b>3 575</b>	<b>1 127</b>	<b>51 088</b>
<b>Total des amortissements des immo.</b>		<b>49 148</b>	<b>3 691</b>	<b>1 162</b>	<b>51 677</b>

Les immobilisations sont amorties suivant le mode linéaire, en fonction de l'approche par composant (cf. § 2.4). La durée d'amortissement varie en fonction de la nature des immobilisations, en intégrant la qualité des matériaux utilisés.

#### 4.2. IMMOBILISATIONS FINANCIERES : 1 186 K€

Les titres immobilisés correspondent essentiellement aux parts du crédit coopératif qui sont pour certaines nanties dans le cadre de la souscription d'emprunts.

La gestion financière des jours épargnés sur un Compte Epargne Temps (CET) est confiée, depuis 2020, au Crédit Agricole Titres, conformément à l'accord de branche du 1<sup>er</sup> avril 1999. Ainsi, le montant placé pour financer la dette du CET apparaît sur un compte dédié.

Les variations des dépôts et cautionnements résultent essentiellement de l'évolution du parc locatif d'appartements, des dépôts de garantie pour des locaux loués destinés à l'activité (Mecs de Nabor, Mecs Châteauroux ...) et à la prise en charge des jeunes accueillis (Mecs de Paris, les Damna, l'Hôtel Parental ...).

##### Tableaux de variation des immobilisations financières (en K€) :

N° compte	Libellé	Position 31/12/2024	Augmentations	Diminutions	Position 31/12/2025
271 000	Titres immobilisés	513	7	7	513
272 000	Titres immobilisés lié au CET	321	0	1	320
275 000	Dépôts & cautionnements versés	277	121	45	353
<b>Total immobilisations financières</b>		<b>1 111</b>	<b>128</b>	<b>53</b>	<b>1 186</b>

#### 4.3. ORGANISMES PAYEURS ET COMPTES RATTACHES

La ligne « organismes payeurs » s'élève à 2 841 K€.

Concernant les organismes financeurs, elle correspond aux créances en attente de paiement des autorités tarifaires dont relèvent les établissements pour 2 455 K€ et à des factures à établir pour 327 K€.

Les modalités de financement de l'activité, basées sur un versement forfaitaire du prix de journée avec ajustement à posteriori selon l'activité réalisée, a entraîné une dette à l'égard de certains conseils départementaux. Les montants concernés feront l'objet d'un remboursement afin de régulariser nos comptes.

Concernant les autres tiers payeurs, elle correspond aux créances en attente de paiement pour un montant de 59 K€.

**Détail des créances par antériorité au 31 décembre (en K€) :**

Libellé	< 1 an	de 1 an à 5 ans	> à 5 ans	Position 31/12/2025
ARS	-	-	-	-
CONSEIL DEPARTEMENTAL	2 239	47	169	<b>2 455</b>
DIRECTION DE LA COHESION SOCIALE	-	-	-	-
Factures à établir	327	-	-	<b>327</b>
Avances consenties par les financeurs	-	-	-	-
<b>Total des organismes financiers</b>	<b>2 566</b>	<b>47</b>	<b>169</b>	<b>2 782</b>
Autres tiers payant	53	6	-	<b>59</b>
Créances douteuses sur autres tiers payants	-	-	-	-
Factures à établir sur autres tiers payants	-	-	-	-
Dépréciation des comptes des autres tiers payants	-	-	-	-
<b>Total autres créances</b>	<b>53</b>	<b>6</b>	<b>-</b>	<b>59</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>2 619</b>	<b>53</b>	<b>169</b>	<b>2 841</b>

**4.4. TRESORERIE**

Les comptes de trésorerie, correspondant à l'ensemble des comptes ouverts par les établissements, doivent être rapprochés du solde du bilan « Banque et CCP » de 17 417 K€ pour le passif et de 42 056 K€ pour l'actif. Il est opéré une fusion de trésorerie de l'ensemble des comptes de l'Association pour un solde net de 24 639 K€ au 31 décembre 2025. Par ailleurs, à l'actif, le total des caisses est de 141 K€.

**4.5. FONDS PROPRES****Tableau de la variation des fonds propres (montant en euros) :**

	A l'ouverture de l'exercice	Augmentation	Diminution	A la clôture de l'exercice
Fonds propres sans droit de reprise	4 922 546 €	-	-	4 922 546 €
Fonds propres avec droit de reprise	253 065 €	-	-	253 065 €
Ecart de réévaluation	433 263 €	-	-	433 263 €
Réserves	18 121 318 €	1 702 957	411 974,00	19 412 301
Report à nouveau	-791 287 €	529 349	-	-261 938
Dépenses non financées	-2 776 965 €	55 675	1 046 505	-3 767 795
Résultat sous contrôle de tiers financeurs	5 575 619 €	5 950 161	6 772 422	4 753 358
Résultat de l'exercice	7 247 €	172 896	7 247	172 896
Subventions d'investissement	4 538 882 €	81 085	250 425	4 369 542
Provisions réglementées	1 684 995 €	23 886	18 908	1 689 973
<b>TOTAL</b>	<b>31 968 683 €</b>	<b>8 516 009</b>	<b>8 507 481</b>	<b>31 977 211</b>

Les variations sur les fonds propres sont essentiellement liées au mécanisme des affectations de résultat.

#### 4.6. PRECISIONS SUR LES FONDS PROPRES

**. Réserve d'investissement :** 8 602 K€

Ces comptes correspondent aux affectations de résultats destinées à financer l'acquisition ou le renouvellement des immobilisations.

**. Réserve de trésorerie (affectation) :** 2 797 K€

Ces comptes correspondent aux affectations de résultats liées à l'application de la réglementation.

**. Réserve de compensation :** 7 431 K€

Ce compte correspond aux affectations d'excédent des établissements en vue de faire face à d'éventuels déficits ultérieurs en application de la réglementation.

**. Réserve pour projet :** 560 K€

**. Autres réserves :** 22 K€

**. Report à nouveau déficitaire :** - 262 K€

L'évolution de la rubrique « report à nouveau » s'explique par l'affectation des résultats de 2024 de la gestion propre. Le solde qui s'élève à -262 K€ est détaillé comme suit :

- Report à nouveau créateur de l'entité Association d'un montant de 771 K€ qui inclut notamment le cumul des déficits des établissements fermés ou cédés.
- Déficits nets d'établissements pour un montant de 1 033 K€, dont l'essentiel correspond à une prise en charge refusée par les financeurs.

**. Dépenses non financées par l'autorité de tarification :** - 3 768 K€

Les congés payés non financés et le reclassement des provisions pour retraite ou litige refusées par le financeur sont classés dans cette rubrique.

**. Résultat sous contrôle de tiers financeurs :** 4 753 K€

Ce montant correspond au cumul net des résultats des années antérieures des établissements dont une partie est reprise cette année à hauteur de 540 K€ en application de la décision des financeurs (109 K€ sont également repris dans les réserves de compensation de charges d'amortissement).

#### 4.7. SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENTS : 4 370 K€

Elles correspondent à des subventions d'équipements et à la taxe d'apprentissage. Ces subventions sont amorties au même rythme que les biens financés. La principale subvention concerne l'ITEP de Boulay, pour un montant de 1 611 K€ net, dont 1 200 K€ sont liés à un projet non livré.

#### 4.8. PROVISIONS REGLEMENTEES

Les provisions règlementées d'un montant total de 1 690 K€, déduction faite de la réserve de trésorerie pour 449 K€, s'élèvent à 1 241 K€ et se décomposent ainsi :

- Provisions règlementées destinées à renforcer la couverture du besoin en fonds de roulement pour 449 K€ qui concernent :
- Différence sur cessions d'actifs pour 1 241 K€

#### 4.9. FONDS DEDIES

Le solde correspond aux financements affectés non encore utilisés. Le solde de 1 689 K€ au 31 décembre est constitué par :

- . Fonds dédiés sur Crédit Non Reconductibles non intégralement utilisés : 807 K€
- . Fonds dédiés sur autres ressources : 61 K€
- . Fonds dédiés sur RTT : 148 K€,
- . Anciennes provisions pour renouvellement des immobilisations : 672 K€

**Tableau de variation des fonds dédiés (montant en euros) :**

	Montant à l'ouverture	Reports	Utilisations		Transferts (1)	A la clôture de l'exercice	
			Montant global	Dont remboursement		Montant global (2)	Dont fonds correspondant à des projets sans dépenses au cours des 2 derniers ex.
Subvention d'exploitation	1 788 789 €	75 398 €	236 686 €	- €	- €	1 627 501 €	795 599 €
Contributions financières d'autres organismes	54 904 €	10 845 €	4 464 €	- €	- €	61 285 €	25 152 €
Ressources liées à la générosité du public	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €
<b>TOTAL</b>	<b>1 843 693 €</b>	<b>86 243 €</b>	<b>241 150 €</b>	<b>- €</b>	<b>- €</b>	<b>1 688 786 €</b>	<b>820 751 €</b>
(1) Transferts : si émission, le montant est négatif ; si réception, le montant est positif							
(2) Montant global = Montant après changement + Report – Utilisation + Transferts							

Depuis la réforme du plan comptable entrée en vigueur en 2020, les provisions pour renouvellement des immobilisations sont intégrées dans la rubrique « fonds dédiés ». Leur montant s'élève à 672 K€.

#### 4.10. PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

Les provisions pour risques et charges d'un montant total de 3 322 K€ concernent notamment :

- Les provisions pour retraites pour 1 536 K€ (montant dû aux salariés âgés de plus de 57 ans).  
L'indemnité est calculée à partir de la convention collective 1966 soit :

1 mois des derniers appointements pour une ancienneté d'au moins 10 ans.

3 mois des derniers appointements pour une ancienneté d'au moins 15 ans.

6 mois des derniers appointements pour une ancienneté d'au moins 25 ans.

Le calcul est effectué en intégrant les charges sociales et fiscales.

- Les provisions pour litiges pour 1 505 K€ (contentieux prud'homaux en cours),

- Les provisions pour gros entretien qui ont été constituées pour faire face à des travaux ne pouvant être effectués en une seule année, pour 255 K€,

- Les « autres provisions pour charges » pour 25 K€.

#### 4.11. EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILEES : 6 861 K€

Les emprunts sont contractés pour la réalisation de travaux sur les établissements ou l'acquisition d'actifs. Au 31 décembre 2025, l'encours des emprunts est de 6 861 K€ (cf. tableau). En 2025, l'Association n'a pas contracté de nouvel emprunt.

Etablissements	2026	2027-2030	+ de 5 ans	Total
MECS Nabor	42	173	537	752
MECS Viotti	10	43	11	64
MECS Woippy	4	-	-	4
ITEP Nantes	130	295	248	673
ITEP Pellevoisin	133	590	320	1 043
MECS Toulon	23	94	70	187
MECS Sillans	41	156	272	469
MECS Paris	283	1 269	1 512	3 064
DITEP Jean du Plessis	36	142	427	605
<b>TOTAL</b>	<b>702</b>	<b>2 762</b>	<b>3 397</b>	<b>6 861</b>

Montant exprimé en K€

### V – NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT

#### 5.1. Dotations aux amortissements et provisions : 4 338 K€

Dotations	Montant en K€
Amortissements des immobilisations	3 174
Provisions pour risques et charges	1 164
Dépréciation nette d'actifs circulants	-
Provisions exceptionnelles	-
<b>TOTAL</b>	<b>4 338</b>

## 5.2. Honoraires du Commissaire Aux Comptes

Le montant total des honoraires du commissaire aux comptes figurant au compte de résultat 2025 s'élève à 47 878 € TTC.

## 5.3. Prestations : 73 175 K€

Elles se répartissent entre la facturation en prix de journée pour 23 927 K€ et celle en dotation globale de fonctionnement pour 49 248 K€ (CPOM, CHRS, SESSAD...).

## 5.4. Subventions d'exploitation : 821 K€

Les subventions concernent notamment le SAEP pour un montant de 480 K€, l'ERPE pour 169 K€, le Ditep de Nantes pour 69 K€, le SPS pour 67 K€ et le CHRS de Lagarde pour 36 K€.

## VI - AUTRES INFORMATIONS

### 6.1. Activité, Produits

Les produits de séjours sont réalisés essentiellement dans le cadre d'une dotation en référence à un CPOM et dans une moindre mesure par la facturation de journées sur prix de journée. Les tarifications sont arrêtées soit par l'ARS, soit par le Président du Conseil Départemental, seul ou conjointement avec le directeur de la Protection Judiciaire de la Jeunesse. Pour le Centre d'Hébergement et de Réadaptation Sociale (CHRS) de La Garde (Var), la dotation globale de fonctionnement est arrêtée par le Préfet.

Ventilation par territoire d'implantation (sur la base des produits de tarification) :

Etablissements	Pourcentage 2025
Pôle Grand Est	25 %
Pôle Normandie	20 %
Pôle Grand Ouest	18 %
Pôle PACA	17 %
Pôle Centre Val de Loire	11 %
Pôle IDF	9 %

### 6.2. Effectifs, régime social et fiscal

Au 31 décembre 2025, l'association emploie 1 171 salariés dont 183 cadres et 25 enseignants. Les contrats de travail des salariés sont soumis au régime de la Convention Collective Nationale du Travail du 15 mars 1966.

Concernant le régime fiscal, l'Association Moissons Nouvelles est passible de l'Impôt sur les Sociétés pour une partie de ses revenus locatifs et mobiliers.



En outre, l'Association est soumise à la Taxe sur les Salaires et à la Contribution de versement au Transport, en fonction des taux applicables dans les communes dans lesquelles sont implantés les établissements.

### 6.3. Contributions volontaires en nature

L'Association bénéficie, dans quelques établissements, des services d'enseignants mis à disposition, fonctionnaires de l'Éducation Nationale (E.N.) ou pris en charge par l'E.N. dans le cadre d'école sous contrat simple.

Ces contributions ne présentant pas un caractère significatif, elles ne sont pas valorisées.

### 6.4. Loi sur le volontariat associatif

Les administrateurs de l'Association sont tous bénévoles. Par conséquent, ils ne reçoivent pas de rémunération dans le cadre de leur mandat. Néanmoins, ils sont remboursés des frais occasionnés par leur activité de représentation de Moissons Nouvelles en tant qu'administrateurs.

En application de l'article 20 de la loi 2002-586 du 23 mai 2006 relative au volontariat associatif, le montant des rémunérations brutes au titre de 2025 des trois plus hauts cadres dirigeants salariés de l'Association ainsi que leurs avantages en nature s'est élevé à 346 271 €.

### 6.5. Engagements hors bilan

#### 6.5.1. Engagements en matière de retraite

Dans la mesure où le coût des départs en retraite est susceptible d'être pris en charge par la tutelle, l'Association a continué à comptabiliser les provisions pour retraite (cf. § 4.10).

#### 6.5.2. Emprunts garantis par des sûretés réelles

##### Engagements donnés

##### - Hypothèque

L'Association a consenti des inscriptions de privilèges par hypothèque des bâtiments des établissements au bénéfice d'organismes bancaires :

Etablissement	Banque	Capital emprunté	Durée de l'hypothèque	Echéance
Mecs de Paris	Caisse des dépôts	6 600 000 €	20 ans	2032
Itep de Nantes	Caisse des dépôts	1 370 000 €	20 ans	2027

- Nantissement

L'Association a procédé au nantissement de comptes financiers pour le compte du Crédit Coopératif :

Etablissement	Banque	Capital emprunté	Objet	Montant du nantissement	Durée	Echéance
Mecs Viotti	Crédit Coopératif	150 000 €	Travaux maison familiale	45 000 €	15 ans	2031

### Engagements reçus

L'Association a bénéficié de la garantie de collectivités territoriales :

- L'ITEP de Nantes : Conseil Départemental de Loire Atlantique et Nantes métropole
- Mecs de Toulon : Ville de Toulon (50%) et Conseil Départemental du Var (50%)
- Mecs de Sillans : Conseil Départemental (50%) et ville de Sillans (50%).
- Mecs de Paris : Département de Paris (100%).

### Crédit-bail

Les contrats de crédit-bail et les contrats de locations longue durée concernent essentiellement les contrats sur des véhicules, sur du matériel bureautique, informatique et de télésurveillance. Les loyers restant à courir au 31 décembre 2025 s'élèvent à 1 195 K€.

### Compte épargne temps

Au 31 décembre 2025, la charge à payer pour le Compte Epargne Temps s'élève à 764 K€ pour 15 617 heures, et concerne 67 salariés.